

# STAATSBLAD

VAN HET

## KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

---

(N<sup>o</sup>. 238.) **BESLUIT** van den 8sten December 1899, bevelende de plaatsing in het Staatsblad van het tusschen Nederland en Duitschland op den 27sten Juni 1899 gesloten verdrag betreffende den aanleg van een locaalspoorweg van Enschede naar Ahaus.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het tusschen *Nederland* en *Duitschland* op den 27sten Juni 1899 te *Berlijn* gesloten verdrag betreffende den aanleg van eenen locaalspoorweg van *Enschede* naar *Ahaus*, waarvan een afdruk met vertaling aan dit besluit gehecht is;

Overwegende, dat de wederzijdsche akten van bekrachtiging den 20sten November 1899 te *Berlijn* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 5den December 1899 n<sup>o</sup>. 12262, Directie van het Protocol;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van bovenvermeld verdrag, met de vertaling daarvan, te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen

Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem aangaat, met de uitvoering der bepalingen in voornoemd verdrag vervat.

's Gravenhage, den 8sten December 1899.

WILHELMINA.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken.*

W. H. DE BEAUFORT.

Uitgegeven den zestienden December 1899.

*De Minister van Justitie,*

CORT V. D. LINDEN.

**Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse**, au nom de l'Empire Allemand, ayant résolu d'un commun accord, de conclure une convention pour régler les rapports respectifs entre les Pays-Bas et la Prusse en vue de la construction d'un chemin de fer de Ahaus à Enschedé, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

**Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :**

Le Sieur P. LYCKLAMA à NYHOLT, Son Commissaire dans la province d'Overyssel ;

**Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :**

Le Sieur FRANZ VON AICHEBERGER, Son Conseiller Intime de Légation,

Le Sieur FRIEDRICH LEHMANN, Son Conseiller Intime Supérieur des Finances et

Le Sieur GEORG PANNENBERG, Son Conseiller Intime Supérieur de Régence ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**Article premier.**

Les deux Gouvernements susdits s'engagent à autoriser et à favoriser l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Ahaus à Enschedé.

Ils s'engagent à accorder, aux conditions d'usage et chacun pour la partie située sur son territoire, à la Compagnie du chemin de fer de Ahaus à Enschedé, dont le siège sera établi à Ahaus ou dans quelque autre endroit dans le Royaume de Prusse, la concession pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer.

Les deux Gouvernements se réservent leur approbation pour

transférer l'exploitation du chemin de fer à une autre entreprise. Cependant le Gouvernement Prussien consent que l'exploitation du chemin de fer, pour le cas qu'elle soit concédée à la Compagnie du chemin de fer Hollandais à Amsterdam, soit transférée, conformément à la convention d'exploitation, à l'Etat Néerlandais, pour autant que celui-ci devienne l'ayant droit de cette compagnie.

#### Art. 2.

Le chemin de fer devra être achevé et mis en exploitation au plus tard dans l'espace de quatre ans après que la Compagnie de chemin de fer aura obtenu la concession du Gouvernement Néerlandais.

Si toutefois l'achèvement de la ligne était retardé au-delà de ce terme par des circonstances qui, selon l'appréciation souveraine des autorités de contrôle sur les chemins de fer dans les deux Pays, ne sauraient être imputées à la Compagnie, ces autorités lui accorderont une prolongation de délai équivalente à ce retard.

Les deux Gouvernements feront les diligences nécessaires près de la Compagnie, afin que le chemin de fer soit achevé dans le délai convenu et que le matériel d'exploitation avec tout ce qui y appartient soit disponible.

#### Art. 3.

Chacun des deux Gouvernements statuera pour son territoire sur les détails du tracé ainsi que sur le plan général et les projets spéciaux de la construction; toutefois, les dispositions pour la construction et pour l'exploitation de la ligne, notamment la suprastructure et les signaux sur la partie située dans les Pays-Bas devront s'accorder avec les dispositions arrêtées pour la partie de la ligne située en Prusse. Le point d'intersection de la ligne avec la frontière sera déterminé, le cas échéant, par des Commissaires désignés par chacun des deux Gouvernements.

#### Art. 4.

Pour avoir la disposition des terrains nécessaires à l'établissement de la voie, le droit d'expropriation sera accordé à la Compagnie du chemin de fer dans chacun des deux États, d'après les dispositions légales.

La largeur de la voie mesurée entre les rails sera de un mètre quatre cent trente-cinq millimètres.



La voie et le matériel d'exploitation seront disposés de manière que le matériel roulant puisse passer directement sur les autres lignes.

Le matériel d'exploitation approuvé par l'un des Gouvernements contractants sera admis sans examen ultérieur sur le territoire de l'autre.

#### Art. 5.

Sans préjudice des droits de souveraineté et de contrôle appartenant au Gouvernement Néerlandais sur la section située sur son territoire et sur l'exploitation de cette section, le contrôle supérieur sur la dite Compagnie de chemin de fer est, en général, dévolu au Gouvernement Prussien, sur le territoire duquel la Compagnie a son siège.

#### Art. 6.

Les deux Gouvernements conviennent que l'exploitation de ce chemin de fer sur les deux territoires ne doit être soumise à aucune charge plus onéreuse ou plus gênante que celles imposés généralement dans les Etats respectifs aux compagnies qui y exploitent des chemins de fer.

Pour le cas où, à une époque quelconque, la concession de ce chemin de fer passerait de la compagnie à laquelle elle a été accordée, à quelque nouveau concessionnaire, ainsi que pour le cas que cette concession soit révoquée, soit par l'un des deux Gouvernements, soit par les deux Gouvernements, chacun sur son territoire, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement, afin que l'exploitation soit régiee conformément aux intérêts commerciaux réciproques.

#### Art. 7.

Les deux Gouvernements aviseront, d'un commun accord, d'obtenir, autant que possible aux différentes stations de la ligne une coïncidence des arrivées et des départs des convois avec les départs et les arrivées les plus directs des lignes auxquelles elle sera raccordée dans les deux pays.

Ils se réservent de déterminer le minimum de trains convenables pour voyageurs et ils sont tombés d'accord que ce minimum ne pourra en aucun cas être de moins de deux trains par jour dans chaque direction.

## Art. 8.

Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux Pays quant au mode, aux prix de transport et aux délais de l'expédition.

Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux Etats dans l'autre ne seront pas traités, quant aux prix de transport et aux délais d'expédition sur le territoire de l'Etat dans lequel ils entrent, moins favorablement que sur les autres lignes des deux Pays, soit intérieures, soit conduisant à l'étranger.

## Art. 9.

Les deux Gouvernements se réservent le droit de confier le soin de leurs rapports avec la Compagnie du chemin de fer ainsi que l'exercice de leur droit de contrôle sur les parties situées dans leur territoire à une autorité compétente ou à un commissaire spécial qui représenteront leurs Gouvernements toutes les fois qu'il n'a pas été donné lieu à une intervention directe des autorités compétentes judiciaires ou de police.

## Art. 10.

Le service de police sur le chemin de fer se fera en premier lieu par les employés de la Compagnie du chemin de fer sous le contrôle des autorités compétentes de chacun des deux Pays et d'après les prescriptions et les principes établis dans chacun des Pays.

## Art. 11.

Les sujets d'une des Parties contractantes nommés par la Compagnie du chemin de fer sur le territoire de l'autre ne cessent pas, de ce chef, d'être les sujets du Pays auquel ils appartiennent.

Les charges et fonctions des employés locaux sur les territoires des deux Pays devront, autant que possible, être occupées et exercées par des nationaux.

Tous les employés indistinctement et sans égard pour leur lieu de stationnement sont soumis au pouvoir disciplinaire de l'autorité qui les a nommés, mais, pour le reste, aux lois et autorités de l'Etat dans lequel ils sont domiciliés.

## Art. 12.

Pour favoriser autant que possible l'exploitation de ce chemin

de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportés sur la ligne, quant aux formalités de douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux Etats, et, spécialement celles qui sont déjà, ou qui, par la suite seront accordées, quant aux formalités de douane, à tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux Etats.

Les marchandises et bagages transportés de l'un des deux Pays dans l'autre à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer directement à leur lieu de destination, sans être soumis aux visites douanières à la frontière, pourvu qu'il y ait un bureau de douane au lieu de destination et qu'il y soit satisfait aux lois et règlements généraux, et sans préjudice du droit légal de la douane des deux Etats de visiter au besoin et dans des cas exceptionnels les marchandises et bagages ailleurs qu'à leur lieu de destination.

Les deux Gouvernements se confèrent réciproquement le droit de faire escorter par leurs employés de douane, expédiés gratuitement dans ce cas, les convois circulant entre les stations frontières des deux Pays, le tout sans préjudice de l'application des lois et règlements de chaque pays pour le parcours sur son territoire.

#### Art. 13

L'organisation du service postal et télégraphique est réservée à une entente ultérieure entre les administrations des postes et des télégraphes des deux Pays.

La Compagnie du chemin de fer sera soumise sur la section située dans les Pays-Bas, en faveur de l'administration postale allemande, aux mêmes obligations que celles que la concession lui impose sur la section située sur le territoire prussien.

#### Art. 14.

Chacun des deux Gouvernements se réserve d'imposer les sections situées sur son territoire d'après les lois de son Pays, en particulier de lever une contribution sur le produit de l'exploitation.

Les quote-parts des frais d'établissement ou des produits nets ou bruts annuels, qui serviront de base à la fixation de cette contribution, seront déterminées d'après le rapport de la longueur de chaque section à la longueur totale de la ligne.

#### Art. 15.

Le Gouvernement Prussien se réserve la faculté de céder à

l'Empire Allemand les droits et les obligations résultant pour lui de cette convention.

Art. 16.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications se fera à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le 27 juin 1899.

LYCKLAMA.

V. AICHBERGER.

LEHMANN.

PANNENBERG.



**VERTALING.**  

---

**Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen,** in naam van het Duitsche Rijk, in gemeen overleg besloten hebbende eene overeenkomst aan te gaan tot regeling van de wederzijdsche betrekkingen tusschen Nederland en Pruisen, in zake den aanleg van een spoorweg van Ahaus naar Enschede, hebben tot dat einde tot HoogstDerzelver gevolmachtigden benoemd, te weten :

**Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:**

den Heer P. LYCKLANA à NYEHOLT, HoogstDerzelver Commissaris in de provincie Overijssel.

**Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen:**

den Heer FRANZ VON AICHBERGER, HoogstDeszelfs geheimen raad van legatie,

den Heer FRIEDRICH LEHMANN, HoogstDeszelfs geheimen opper-financieraad, en

den Heer GEORG PANNENBERG, HoogstDeszelfs geheimen opper-regeringsraad;

die, na elkander hunne volmachten medegedeeld en in goeden en behoorlijken vorm bevonden te hebben, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

**Artikel 1.**

De beide bovenvermelde regeeringen verbinden zich den aanleg te vergunnen en te begunstigen van een locaalspoorweg van Ahaus naar Enschede.

Zij verbinden zich, op de gebruikelijke voorwaarden en elk voor het op Haar grondgebied gelegen gedeelte, aan de Maatschappij van den spoorweg van Ahaus naar Enschede, welker zetel zal gevestigd zijn te Ahaus of in eenige andere plaats van

het Koninkrijk Pruisen, concessie te verleen en voor den aanleg en de exploitatie van den spoorweg.

Haar goedkeuring voor de overdracht der exploitatie van den spoorweg aan eene andere onderneming behouden de beide Regeeringen zich voor. Niettemin stemt de Pruisische Regeering er in toe dat de exploitatie van den spoorweg, ingeval deze aan de Hollandsche IJzeren Spoorweg-Maatschappij te Amsterdam wordt opgedragen, overeenkomstig het exploitatie-contract, op den Staat der Nederlanden overga, voor zooveel deze de recht-hebbende van deze maatschappij wordt.

### Artikel 2.

De spoorweg zal moeten gereed en in exploitatie gebracht zijn op zijn laatst binnen den tijd van vier jaren, nadat de Spoorwegmaatschappij de concessie van de Nederlandsche Regeering zal hebben verkregen.

Indien evenwel de voltooiing der lijn tot na dezen termijn vertraagd werd door omstandigheden welke, naar het eindoordeel der met het toezicht op de spoorwegen in de beide landen belaste overheden, niet kunnen worden toegeschreven aan de Maatschappij, zullen die overheden haar eene verlenging van den termijn verleen gelijkstaande met die vertraging.

De beide Regeeringen zullen bij de Maatschappij de noodige stappen doen, opdat de spoorweg binnen den overeengekomen termijn voltooid en het materieel voor de exploitatie met alles wat daartoe behoort, beschikbaar zij.

### Artikel 3.

Elk der beide Regeeringen zal voor Haar grondgebied beslissen over de bijzonderheden van de richting alsmede over het algemeene plan en de speciale ontwerpen van den aanleg; nochtans zullen de bepalingen betreffende den aanleg en de exploitatie der lijn, met name de bovenbouw en de signalen op het in Nederland gelegen gedeelte moeten overeenstemmen met de bepalingen vastgesteld voor het gedeelte der lijn in Pruisen gelegen. Het punt waar de lijn de grens zal snijden, zal te zijner tijd bepaald worden door commissarissen door elk der beide Regeeringen aangewezen.

### Artikel 4.

Ten einde beschikking te hebben over de voor den aanleg van den weg noodige terreinen zal het recht van onteigening in elk der beide Staten, volgens de wettelijke bepalingen, aan de Spoorwegmaatschappij worden toegekend.

De spoorbreedte gemeten tusschen de spoorstaven zal zijn een meter en vier honderd vijf en dertig millimeter.

De weg en het exploitatie-materieel zullen er op ingericht zijn dat het rollend materieel rechtstreeks kunne overgaan op de andere lijnen.

Het door eene der contracteerende Regeeringen goedgekeurd exploitatie-materieel zal zonder nader onderzoek op het grondgebied der andere worden toegelaten.

#### Artikel 5.

Onverminderd de rechten van souvereiniteit en die van toezicht aan de Nederlandsche Regeering toekomende over het op Haar grondgebied gelegen gedeelte en over de exploitatie van dat gedeelte, wordt het oppertoezicht over de gemelde spoorwegmaatschappij in het algemeen toevertrouwd aan de Pruisische Regeering, op welker grondgebied de Maatschappij haar zetel heeft.

#### Artikel 6.

De beide Regeeringen komen overeen, dat de exploitatie van dezen spoorweg op beider grondgebied aan geenerlei nadeeliger of hindelijker verplichting moet onderworpen zijn, dan die, welke in het algemeen in Hare respectieve Staten opgelegd zijn aan maatschappijen die aldaar spoorwegen exploiteeren.

Voor het geval te eeniger tijd de concessie van dezen spoorweg van de maatschappij aan welke zij verleend is, mocht overgaan op eenigen nieuwen concessionaris, alsmede wanneer deze concessie wordt ingetrokken, hetzij door eene der beide Regeeringen, hetzij door beide Regeeringen, elke op Haar grondgebied, behouden de beide Regeeringen zich voor, om zich nader met elkander te verstaan, opdat de exploitatie overeenkomstig de wederzijdsche handelsbelangen geregeld worde.

#### Artikel 7.

De beide Regeeringen zullen in gemeen overleg te rade gaan, om aan de verschillende stations van de lijn zooveel mogelijk overeenstemming te verkrijgen van de aankomst en het vertrek der treinen met het vertrek en de aankomst der meest rechtstreeks doorlopende treinen op de lijnen in beide landen, waarmede zij zal verbonden worden.

Zij behouden zich voor om het minimum te bepalen der voor reizigers geschikte treinen en zijn overeengekomen dat dit minimum in geen geval minder zal kunnen zijn dan van twee treinen daags in elke richting.

## Artikel 8.

Over de geheele lengte van den spoorweg zal geen onderscheid tusschen de onderdanen der beide Rijken gemaakt worden ten aanzien van de vervoerwijze, vervoerprijzen en vervoerduur.

De reizigers en de goederen die van een der beide Staten in den anderen overgaan, zullen met betrekking tot de vervoerprijzen en den vervoerduur op het grondgebied van den Staat dien zij ingaan niet minder gunstig behandeld worden dan op spoorwegen der beide landen.

de andere binnenlandsche of naar het buitenland leidende

## Artikel 9.

De beide Regeeringen behouden zich voor om de zorg voor Hare betrekkingen tot de Spoorwegmaatschappij alsmede de uitoefening van Haar recht van toezicht op de in Haar grondgebied gelegen gedeelten aan eene bevoegde overheid of aan een bijzonderen commissaris op te dragen, die Hunne Regeeringen zullen vertegenwoordigen, zoo dikwijls geen aanleiding heeft bestaan tot rechtstreeksche tuschenkomst van de bevoegde rechterlijke overheden of van de politie.

## Artikel 10.

De politiedienst op den spoorweg zal in de eerste plaats worden uitgeoefend door de beambten der Spoorwegmaatschappij, onder toezicht van de bevoegde overheden in elk der beide Rijken en volgens de in ieder Rijk vastgestelde voorschriften en beginselen.

## Artikel 11.

De onderdanen van eene der contracteerende Partijen die door de Spoorwegmaatschappij op het grondgebied der andere benoemd worden, houden uit dien hoofde niet op onderdanen te zijn van het Land waartoe zij behooren.

De posten en functiën der plaatselijke bedienden op het grondgebied van ieder Land zullen, zooveel mogelijk, door onderdanen bekleed en uitgeoefend worden.

Alle beambten zonder onderscheid en ongeacht hunne standplaats, zijn onderworpen aan het disciplinair gezag van de overheid die hen heeft benoemd, maar overigens, aan de wetten en overheden van den Staat in welken zij woonplaats hebben.

## Artikel 12.

Ten einde de exploitatie van dezen spoorweg zooveel mogelijk te begunstigen, zullen de beide Regeeringen aan de reizigers, aan hunne bagage en aan de koopwaren, die langs de lijn vervoerd worden, alle inschikkelijkheden met betrekking tot de douaneformaliteiten verleenen die met de douanewetten en algemeene verordeningen der beide Staten vereenigbaar zijn, daaronder in het bijzonder begrepen alle inschikkelijkheden die ten aanzien der douaneformaliteiten reeds verleend zijn of in het vervolg toegestaan zullen worden, aan elken anderen spoorweg die de grenzen van een der beide Staten overschrijdt.

De koopwaren en bagage die van het eene der beide Landen in het andere vervoerd worden en bestemd zijn voor andere dan grensstations, zullen onmiddellijk mogen doorgaan tot aan hunne bestemmingsplaats, zonder onderworpen te zijn aan de visitatie der douane aan de grenskantoren, mits zich op de bestemmingsplaats een douanekantoor bevindt en aldaar aan de wetten en algemeene verordeningen voldaan worde, en behoudens het wettelijk recht der douane van beide Staten om zoo noodig en in buitengewone gevallen de koopwaren en bagage elders te visiteren, dan op de plaats hunner bestemming.

De beide Regeeringen staan elkander wederzijds het recht toe om door Hare douanebeambten, die in dat geval kosteloos zullen worden vervoerd, de treinen te doen begeleiden die tusschen de grensstations der beide Rijken loopen, alles zonder inbreuk te maken op de toepassing der wetten en reglementen van elk Rijk voor het verkeer op Zijn grondgebied.

## Artikel 13.

De inrichting van den post- en telegraafdienst wordt voorbehouden tot aan het tot stand komen eener nadere schikking tusschen de post- en telegraafadministratiën der beide Rijken.

De spoorwegmaatschappij zal op het in Nederland gelegen gedeelte, ten behoeve van de Deutsche postadministratie, onderworpen zijn aan dezelfde verplichtingen als die welke de concessie haar oplegt voor het op Pruisisch grondgebied gelegen gedeelte.

## Artikel 14.

Elke der beide Regeeringen behoudt zich voor aan de op Haar grondgebied gelegen gedeelten, overeenkomstig de eigen landswetten, belasting op te leggen, in het bijzonder eene belasting te heffen van de opbrengst der exploitatie.

De aandeelen van de kosten van aanleg of van de jaarlijksche zuivere of bruto opbrengsten, welke als grondslag zullen dienen tot de vaststelling dezer belasting, zullen worden bepaald in verhouding van de lengte van elk gedeelte tot de geheele lengte der lijn.

#### Artikel 15.

De Pruisische Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor de rechten en verplichtingen voor Haar uit deze overeenkomst voortvloeiende aan het Deutsche Rijk over te dragen.

#### Artikel 16.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd worden en de uitwisseling der akten van bekrachtiging zal zoo spoedig mogelijk te Berlijn plaats hebben.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben ondertekend en van het zegel hunner wapens hebben voorzien.

Gedaan te Berlijn den 27sten Juni 1899.

LYCKLAMA.

V. AICHBERGER.

LEHMANN.

PANNENBERG.